



## Réunion du comité des donateurs du fonds de solidarité Afrique COVID 19

**Lieu : Zoom / 9h30 à 10h45, le vendredi 10 juillet**

### Introduction

Fanny SALLE, vice-présidente du département de la Loire Atlantique :

- Le fonds a été lancé au début de la crise sanitaire ;
- CUF a réagit très vite pour l'Afrique en souhaitant contribuer à une construction d'une meilleure résilience à l'avenir ;
- L'appel à contributions au fonds de solidarité a bien fonctionné ;
- La récolte de fonds a été relativement importante grâce à des contributions ou des promesses de contributions de grandes collectivités ;
- Il s'agit là d'un fonds partenarial, géré par l'ensemble des collectivités contributrices ;
- Le choix de pays bénéficiaires de ce fonds est à l'ordre du jour.

Simone GIOVETTI, chargé de mission Europe, International, Crises à CUF :

- La présente réunion doit être vue comme un échange ouvert ;
- Il s'agit là de la première réunion du comité des donateurs ;
- L'organisation en interne depuis le mois de juin s'est faite dans le but de mener une enquête auprès de pays africains ciblés ;
- Le fonds est ambitieux dans la mesure où il est destiné à un continent entier et non pas à un pays prédéfini ;
- **La première étape était de prioriser les pays sur la base de critères afin d'arriver à une série de pays où nous pouvons ensuite concentrer nos ambitions, en prenant en compte le montant du fonds à disposition ;**
- **Le fonds, avec les promesses de dons et les virements effectués, représente un montant de 180 000 euros. On espère atteindre 200 000 euros ;**
- Les collectivités participantes soient par promesses (nous devons vérifier si ces promesses sont maintenues au final) ou par dons directs sont :
  - o Choisy-le-Roi, Toulouse métropole, le département de la Loire Atlantique, Nantes Métropole, la ville de Paris, la région Occitanie, le Grand Lyon, Reims, Issy-les-Moulineaux, le département de la Réunion, le département Meurthe et Moselle, Saint Nazaire, Strasbourg et le département Vienne ;

- Remerciements de la confiance faite à CUF.

#### Explication de la démarche :

- Une prise en compte continue du volume estimé de l'enveloppe : nous pourrions difficilement travailler dans plus de trois à quatre pays avec une limite de trois à quatre collectivités par pays ;
- Nous sommes partis d'une cinquantaine de pays et avons réalisé une première sélection pour arriver à une vingtaine de pays ;
- La première sélection s'est réalisée ainsi :
  - o Solidité politique du pays (qui définira la possibilité d'intervention physique de CUF) ;
  - o Situation économique (la fragilité ou la solidité économique d'un pays, et donc sa capacité à faire face, ont joué dans la sélection)
  - o Nombre de cas confirmés et nombre de décès ;
  - o Intervention ou pas d'AIMF.
- Une prise en compte de la différence de l'évolution de l'épidémie en Afrique. Or, le continent africain prévoit un pic plus tard que chez nous, ainsi nous assurons un suivi ;
- A partir de cette sélection, l'équipe s'est répartie les vingt pays restants pour mener une étude plus fine ;
  - o Contact de postes diplomatiques de chaque pays ;
  - o Suivi sur internet ;
  - o Contact d'associations de pouvoirs locaux.
- Le critère de l'intervention de l'AIMF est pertinent ( mais pas rédhibitoire) dans la mesure où l'association a mis en place un fonds de solidarité d'urgence beaucoup plus important que nous (1,5 million d'euros a déjà été alloué aux collectivités). Celui-ci viendra en aide à certains pays où CUF n'interviendra pas. Nous avons considéré ce critère pertinent mais pas rédhibitoire.

→ Pré-sélection de 6 pays africains : Kenya, Afrique du Sud, RCA, RDC, Mali, Ghana

Philippe DI LORETO, métropole de Lyon :

- Interrogation en ce qui concerne la pertinence d'une intervention COVID aujourd'hui. Prendre davantage en compte la situation post-covid, à savoir des difficultés socio-économiques majeures ;
- Compte tenu de la faiblesse du fonds, n'est-il pas plus intéressant de faire quelques projets là où des partenariats franco-africains sont d'ores et déjà établis ? ;
- Idée de concentrer le fonds sur la dynamique Sahel car la situation politique et sécuritaire actuelle y est dramatique ;

Simone GIOVETTI , CUF:

- L'essence même du fonds de solidarité de CUF est de venir en aide aux populations affectées par des crises, indépendamment de si oui ou non ils sont adhérents ;
- On ne peut donc pas prioriser les villes avec lesquelles on a des partenariats ;
- Le mois d'octobre est le mois où l'on prévoit un pic, donc on reste flexible ;
- Il ne s'agit pas d'un envoi de médicaments, on est dans un soutien de réhabilitation aux communautés affectées ;

- Il faut également que nous puissions faire confiance à nos partenaires d'associations d'autorités locales ;
- Par exemple, suite à un échange de courriels avec les postes diplomatiques de l'Égypte, il était apparemment impossible d'établir un partenariat fort et fiable. Ainsi, nous nous adaptions en fonction des retours que nous obtenons ;
- L'identification de partenaires est la prochaine étape, donc nous nécessitons votre avis avant de procéder.

#### Sélection de pays :

Mali, Lucas GIBOIN, CUF :

- Chiffres : 2 300 cas, 1 600 guérisons et 120 décès. Croissance récente de nombre de cas ;
- Mesures mises en place : couvre feu fin mars mais en raison de revenus journaliers, ces mesures ont donné lieu à un mécontentement populaire en juin, ce qui a attisé certaines tensions ;
- Répercussions socio-économiques : 4 millions d'individus n'ont pas accès aux services de bases en raison de la guerre depuis 2012. La crise sanitaire s'ajoute au conflit avec les djihadistes ;
- Partenaires sur place à solliciter comme l'alliance des pouvoirs locaux du Sahel.

Ghana, Fanny SALAS, CUF :

- Chiffres : 23 000 cas confirmés et 129 décès ;
- Situation problématique car le pic ne semble pas avoir été atteint ;
- Confinement partiel mis en place et mesures prises comme la fermeture de frontières et invention d'applications de suivi de cas confirmés et de télé-médecine ;
- Ghana Emergency Plan : plan d'urgence mis en place ;
- Dé-confinement depuis juin mais le problème du système de santé faible persiste et un manque d'infrastructures dans toutes les régions peut être soulignée ;
- En dépit des plans de relance du FMI et de la Banque Mondiale, les infrastructures du pays sont dépassées ;
- Le poste diplomatique est favorable.

République Démocratique du Congo, Zoé COURBOIN, CUF:

- Intérêt principal pour la situation sanitaire ;
- Cas confirmés ont doublé au cours du dernier mois ;
- RDC manque de moyens au niveau sanitaire car le personnel soignant n'est pas payé par le gouvernement et initie des mouvements de grève ;
- Plan de relance mis en place par les PME et TPE.

Kenya, Carly RICHARDS , CUF :

- Chiffres : 8 000 cas confirmés, 173 décès, 30% de taux de guérison ;
- Face à trois crises : COVID, inondations et invasion acridienne
- Pic prévu pour automne avec des foyers évidents comme Nairobi, Mombasa, régions frontalières ;
- Insuffisance du système de santé :
  - il existe un manque de lits de soins intensifs et de capacité de ventilation ;
  - uniquement 22 des 47 comtés disposent d'au moins une unité de soins intensifs.

- Effondrement économique : impact fort dans le domaine de l'agriculture et du tourisme dans le secteur informel, notamment des jeunes :
  - o Agriculture : allocation d'un budget inférieur de 11% à l'an passé, malgré l'importance du secteur économique qui emploie 40% de la population (33% du PIB) ;
  - o Tourisme : 1,5 million d'emplois directement affectés et 3 millions de manière indirecte.
- Difficultés dans la protection de populations :
  - o 53% de la population urbaine du pays vit dans des quartiers informels ;
  - o 500 000 réfugiés vivent dans des quartiers informels où la propagation du virus est également probable voire inévitable.

République Centrafricaine, Simone GIOVETTI , CUF:

- Un des pays les plus pauvres d'Afrique, nous avons moins d'informations ;
- Parmi les pays où le taux de contagion a été supérieur aux autres ;
- Pays qui a besoin de tout : crise sanitaire s'ajoute à crise politique ;
- CUF connaît ce pays car un programme européen avec la ville de Bangui a déjà été mis en place ;
- La RCA reste un pays prioritaire car les populations sont fragiles ;
- Limite : ne pas pouvoir aller partout. Se concentrer sur les régions où les activités peuvent être suivies.

Afrique du Sud, Carly RICHARDS , CUF:

- Chiffres : 200 000 cas confirmés, 3 000 décès et 106 000 guérisons ;
- Mesures mises en place très difficile à suivre à l'instar du confinement quasiment impossible à respecter dans les municipalités ;
- Système de santé :
  - o Manque d'équipements remarquable : le pays compte 2 700 lits alors que les prévisions font état d'un besoin de 25 à 30 000 lits ;
  - o Epuisement et stress chez le personnel soignant qui n'est pas rémunéré et se noie sous une charge de travail trop importante. Ces conditions amènent les hôpitaux à fermer dès la déclaration d'un premier cas confirmé et de partir en grève.
- Situation économique :
  - o Le PIB de l'Afrique du Sud devrait se contracter de 7,2% en 2020, représentant sa plus importante contraction en plus de 90 ans ;
  - o Enorme plan de soutien a été mis en place ;
  - o Une assistance financière a été prévue par la New Development Bank qui regroupe les pays du BRICS.

### Retours

Delphine AJDENBAUM, Chargée des relations avec l'Afrique et de la francophonie, Ville de Paris, lié à l'AIMF :

- AIMF a choisi d'agir en urgence par l'envoi de kits d'hygiène, la fourniture de masques, de savons. L'aide a été pourvue aux collectivités ayant déjà des projets en cours ;
- Besoin de cerner les thématiques précises sur lesquelles le fonds va intervenir.

François FRIEDRICH, Chargé de mission au département de Meurthe-et-Moselle :

- Mener une campagne de communication auprès des nouveaux élus pour relancer le fonds.
- Tchat : « Il ne faudrait pas sous-estimer la dimension sanitaire car la situation africaine s'aggrave : 100 000 cas en 100, 200 000 cas 18 jours après et 400 000 cas 20 jours après 100 000 cas au bout de 100 jours et \*4 en 1 mois et demi ». Bien jauger entre la nécessité de faire reculer les contaminations et faire relancer l'économie. Les mesures de confinement empêcheraient la relance éco.

Philippe DI LORETO :

- Faire une note d'étape pour montrer comment avance l'équipe de CUF ;
- Les donateurs sont contributeurs mais quel est le rôle des collectivités territoriales partenaires ? ;
- Ne devront-ont pas réfléchir d'abord aux types d'actions ? ;
- Il serait intéressant de soutenir les autorités locales à réfléchir à comment faire face à la mise en place de mesures dans un tel contexte ? Parler de l'expérience tel que les autorités locales l'ont vécu pour rejoindre l'idée de la coopération décentralisation sur l'échange d'expérience et la capitalisation. Ces élus en 1<sup>ère</sup> ligne seront outillés pour être plus efficace dans la gestion de crise si une nouvelle crise survenait ;
- Ne pas se lancer dans une aide d'urgence, risque de perdre la plus-value de CUF.

Simone GIOVETTI :

- La somme par collectivité (ex : 50 000€) du fonds de solidarité Afrique ne permettra pas une relance économique, mais un appui à une collectivité pour venir en aide à la population vulnérable. Exemple : le fonds de solidarité à destination de la ville de Bangui en RCA d'un montant de 15 000 euros pour venir en aide aux populations déplacées à cause des inondations a permis de venir en aide aux populations malgré le faible montant de la somme ;
- Le type d'activités de partage d'expérience et capitalisation peut être mis en place ;
- Il s'agit de soutenir les priorités évoquées par les collectivités elles-mêmes ;
- Des opérateurs, tel que le GRET, peuvent être impliqués, mais l'équipe de CUF se concentre sur des opérateurs locaux, selon la solidité des partenariats afin de faire bénéficier d'une aide la plus localisée possible ;
- La plus-value de ce fonds est donc : 1) effort concerté des CT, 2) aller vers le partenaire pour la définition des besoins des CT locales, 3) avoir un rôle de décision par rapport aux besoins collectés. Les CT donatrices peuvent avoir un rôle technique selon leur expertise.

### Conclusion

Fanny SALLE :

- Besoin de rester très attentifs en ce qui concerne les pratiques et expériences des collectivités. S'appuyer sur les forces locales ;
- Identification de territoires ;
- Besoin d'éclaircissement d'activités possibles ;
- Idée de relancer l'appel aux contributions à la rentrée tout en prenant en compte l'éventuelle résurgence de l'épidémie ;

- Besoin de refaire un point avec le comité de donateurs mi-septembre pour circonscrire les partenaires sur les territoires identifiés → Savoir avec qui et sur quoi travailler ;
- Enjeu de l'internationalisation du fonds par le biais de CGLU, éventuelle intervention du MEAE ;
- Travail de communication à faire.